

Évaluation ex-ante à la mise en place d'instruments financiers dans le cadre du Programme FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes

l'Europe
s'engage
en France
avec EUROPA'ACT





Version 1

Juillet 2021

Évaluation ex-ante à la mise en place d'instruments financiers dans le cadre du Programme FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes

Fiches allégées des instruments financiers pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (2021-2027)

Francie Sadeski, Mathieu Boulestreau, Lamine Dake

Table des matières

1	Les prêts d'honneur création/reprise/développement	3
1.1	Raisons d'être de l'intervention régionale	3
	Le financement de la création d'entreprises en région Provence-Alpes-Côte d'Azur	3
	Le financement du développement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur	5
	Le financement de la transmission	7
1.2	Valeur ajoutée de l'intervention	7
1.3	Stratégie d'investissement	8
1.4	Dimensionnement de l'instrument	9
1.5	Leçons tirées des précédentes interventions	9
2	Fonds de prêts à taux zéro pour l'innovation et la R&D	11
2.1	Raison d'être de l'intervention régionale	11
	Les stratégies régionales en soutien à l'innovation en région Provence-Alpes-Côte d'Azur	12
2.2	Valeur ajoutée de l'intervention	14
2.3	Stratégie d'investissement	15
2.4	Dimensionnement de l'instrument	16
3	Fonds EnR	17
3.1	Raisons d'être de l'intervention régionale	17
3.2	Valeur ajoutée de l'intervention	21
3.3	Stratégie d'investissement	21
3.4	Dimensionnement de l'instrument	22
3.5	Leçons tirées des précédentes interventions	22
3.6	Résultats attendus	23

1 Les prêts d'honneur création/reprise/développement

1.1 Raisons d'être de l'intervention régionale

Près de la moitié des emplois de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur sont comptés dans le secteur tertiaire marchand (48%), un tiers dans le tertiaire non marchand et 9% dans l'industrie qui demeure un poids important dans la région.

La **métropole d'Aix-Marseille-Provence** représente 50% du PIB et 60% des projets d'implantations internationales.

Concernant le profil des entreprises, la région héberge 435 951 PME. Parmi celles-ci (entreprises un effectif de moins de 250 salariés, avec un bilan de moins de 43 M€ et un CA maximum de 50 M€) près des deux tiers des entreprises (63%) se situent dans 4 secteurs distincts :

- Le secteur du **commerce**, de la réparation automobile et de motocycles (25%)
- Le secteur de la **construction** (16% du total, soit une entreprise sur 7)
- L'**hébergement** et la **restauration** (13%)
- Les **activités spécialisées**/scientifiques/techniques (9%).

Sur la période 2014 à 2019, le nombre d'entreprises en région Provence-Alpes-Côte d'Azur a augmenté de 57 062 entreprises par an en moyenne (net des défaillances d'entreprise), **illustrant une dynamique entrepreneuriale positive sur la région.**

Le financement de la création d'entreprises en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Comme dans d'autres régions françaises, la phase de création des entreprises est difficilement financée par les acteurs bancaires en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, notamment pour les entreprises non innovantes.

Toutefois, l'offre de financement de ce stade de vie des entreprises apparaît bien étoffée au niveau régional en raison du grand nombre d'outils portés ou co-portés par différentes structures de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (France Active Sud, Réseau Entreprendre, **Initiative Sud**, ADIE, Bpifrance, Business Angels etc.) qui composent la palette répondant aux besoins des TPE/PME, aux petits commerces, sociétés de service et d'artisanat et de l'ESS. La Région contribue à plusieurs de ces dispositifs en tant que financeur unique ou en tant que cofinanceur.

En dette, les instruments principaux consistent en des prêts d'honneurs accordés par le Réseau Entreprendre, le Réseau Initiative ou France Active :

L'offre en dette en soutien de la création

Plusieurs acteurs, soutenus par la Région, proposent des prêts d'honneurs aux créateurs d'entreprise et permettent de renforcer les fonds propres et de créer des effets de levier sur les financements bancaires. Plusieurs dispositifs sont ainsi à noter :

- Le **Prêt d'honneur du Réseau Entreprendre** est destiné à soutenir la création, croissance ou reprise d'entreprises. Il est sans intérêt, ni garantie, et est remboursable sur 5 ans avec un fort effet de levier (13). Les tickets sont en moyenne de 30K€, avec un minimum de 15K€ et un maximum de 50K€. Pour les projets les plus innovants le montant maximum prêté peut atteindre 90K€. Il vise surtout à accompagner les projets avec un potentiel de création d'emplois : à minima 5 emplois à 3 ans. En 2018, le Réseau Entreprendre PACA a ainsi financé 62 projets pour un total de 1,7M€ prêtés.
- Le **Prêt d'honneur du Réseau Initiative Sud** (qui regroupe 22 plateformes locales), propose des prêts d'honneur (taux zéro) jusqu'à 15K€ pour de la création (6,2K€ en moyenne en 2019) sur 2 à 5 ans avec ou sans différé. **2 542** entreprises ont bénéficié de PH en 2019 (+42 % par rapport à 2015), pour un montant total de **19M€** de prêts

d'honneur engagés. L'effet de levier est très important car 1€ de prêt d'honneur entraîne en moyenne 8€ de financements bancaires. Le Réseau initiative Sud s'insère également dans le dispositif « **Mon Projet d'Entreprise** » qui remplace le dispositif NACRE, présent jusqu'en 2018. Ce dispositif d'accompagnement, opéré par 10 opérateurs pour le compte de la Région, permet aux créateurs de bénéficier d'un accompagnement pour le montage de leur projet et d'un financement initial. 6500 entreprises sont accompagnées annuellement ainsi, au travers de plus de 200 points d'accueil.

- Le Réseau **France Active** offre des prêts d'honneur avec un différé d'amortissement de 12 mois.
- Le **microcrédit ADIE** s'adresse en priorité aux publics les plus éloignés du marché de l'emploi (bénéficiaires des minimas sociaux ; demandeurs d'emploi) et propose deux types de prêts (« microcrédit professionnel » et « microcrédit personnel » jusqu'à 10K€ remboursables sur 3 ans à un taux fixe de 7,45%). En 2017, l'ADIE PACA a financé au total 1 051 projets en microcrédit pour un montant total de 4,4M€. Le prêt d'honneur de l'ADIE (jusqu'à 3K€ à taux 0) peut compléter le financement via le micro-crédit.
- L'**Institut CREA-SOL** délivre des micro-crédits pour un montant maximum de 12K, sur 5 ans avec un taux d'intérêt fixe de 5%, pour des créateurs-repreneurs de micro-entreprises. Cette banque de l'Économie Sociale et Solidaire, créée en région Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2005, a pour objectif de lutter contre l'exclusion bancaire et contribuer au développement et à la redynamisation économique de son territoire.
- Les entreprises coopératives, de type SCIC ou SCOP, adhérentes à l'URSCOP peuvent être financées par des prêts en fonds de roulement offerts par le dispositif **SOCODEN** sur 5 ans sur des petits tickets. Deux taux différents, dont un dit « bonifié », s'applique à ces prêts en fonction des risques de l'investissement.

Une fois l'entreprise créée, les entrepreneurs peuvent faire appel aux quasi-fonds propres et fonds propres, dans des phases toujours très amont de la vie des entreprises. Divers fonds de capital-risque sont actifs sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et interviennent en création, développement et transmission. Les acteurs régionaux du capital-investissement de la région se sont par ailleurs structurés autour de l'association Ambition Capital créée en septembre 2020, avec comme membres fondateurs des acteurs comme CAAP Création, Créazur ou P Factory. L'offre régionale en haut de bilan pour la création est complétée par les dispositifs régionaux, et en particulier par Région Sud Investissement, Capital et Prêts Participatifs. Le segment apparaît ainsi bien couvert sur le territoire régional.

L'offre en fonds-propres et quasi-fonds propres sur la création

France Invest (anciennement AFIC) répertorie ainsi **480M€** investis en capital en 2019 dans **130 entreprises** (soit un ticket moyen d'investissement de 3,7M€), en baisse par rapport à 2017 et 2018 (603M€ et 650M€ investis) en raison de l'absence d'opérations d'envergure mais toujours **supérieur aux observations historiques** (265M€/an investis en moyenne entre 2010 et 2016). Parmi ceux-ci, **32M€** ont été investis en **capital-innovation** dans 55 entreprises (580K€ de ticket moyen).

Les fonds régionaux intervenant sur ce segment de marché sont les suivants :

- **Région Sud Investissement**, est le véhicule de co-investissement de la Région offrant des prêts participatifs aux PME et prenant des participations au sein de tout type de PME de moins de 250 salariés et de 50M€ de chiffre d'affaire. Les prêts participatifs offerts par RSI, gérés par ACG Management s'échelonnent de 15 à 200K€ et les prises de participation ou obligations convertibles, gérés par Turenne Capital, couvrent des tickets de 200K€ à 2M€ en création (cf. Tableau 2).
- **Contrat d'apport associatif de France Active**, prêt participatif de 5 à 30K€, remboursable sur 5 ans, pour financer l'investissement et le besoin en fonds de roulement (BFR) ; et le **prêt participatif de France Active**, de 5 à 200K€, d'une durée de 5 à 7 ans, pour financer l'investissement et le besoin en fonds de roulement (BFR). Les deux prêts sont conditionnés en phase de démarrage à la création d'emploi.
- La société de capital-risque **PARGEST**, s'adresse aux SCOP et SCIP adhérentes à l'URSCOP offrant des fonds propres des entreprises coopératives en création, développement ou retournement. Porté par la délégation régionale des SCOP et abondé par la Région, la CDC, l'URSCOP, SOCODEN et des investisseurs privés, il vise à suppléer au manque de capitaux propres des salariés de ce type de structure.

Enfin, la **garantie bancaire** joue un rôle très important pour faire effet levier sur la dette et maximiser les capitaux disponibles lors de la création. Ce segment apparaît également bien couvert par l'offre régionale, et en particulier par **Sud Garantie**.

Offre régionale en garantie disponible pour de la création

3 fonds interviennent à ce jour en région Provence-Alpes-Côte d'Azur en Garantie :

- **Région Sud Garantie**, opéré par Bpifrance, offre une garantie de 70% sur des prêts de 1 000€ à 1,5M€ à toutes les PME de tout secteur d'activité et à tout stade de vie (y compris création, retournement et transmission). En 2019, 20% des opérations de la garantie Bpifrance financé par le FEDER consistaient en de la création. Fin 2019, 179 prêts avaient été garantis depuis le lancement de Sud Garantie en 2018 pour un montant total de prêts de 46M€, tous stades de vie de l'entreprise confondus. (cf Tableau 2). Environ 70% des dossiers de Sud Garantie concernent de la création.
- Les Fonds de garantie **France Active Sud**, à destination des TPE et entreprises du secteur de l'ESS en création couvrent jusqu'à 65% d'un concours bancaire (ou 80% pour les publics prioritaires), pour un montant en risque maximum de 30K€.
- La **SOFISCOP** Sud-Est offre une garantie de 50% des concours bancaires des **SCOP et SCIC** de la région, en partenariat avec le Conseil régional.

Le financement du développement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

A l'instar de ce qu'on observe sur la création, le financement du développement des TPE/PME est assuré par une large palette d'outils privés et publics de haut et de bas de bilan en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec une intervention conjointe forte des financeurs publics et privés et une offre abondante. Toutefois, contrairement à ce qui est observé par la création, ce n'est pas tant le stade de vie de l'entreprise qui apparaît difficile à financer pour les acteurs privés, que les tickets modestes (en dessous d'1,5M€). Sur les petits tickets, l'offre régionale complète bien les acteurs privés mais on observe des difficultés de financement sur les tickets moyens entre 500K€ et 1,5M€.

Les établissements bancaires sont les principaux financeurs du développement et de la croissance des entreprises de la région via des prêts directs aux entreprises. L'offre de financement en dette apparaît complète, notamment avec les dispositifs régionaux du Réseau Initiative, du fonds TTPE et des avances remboursables de Sud Attractivité :

Offre en dette pour le développement des TPE/PME

Le secteur bancaire représentait en région Provence-Alpes-Côte d'Azur 54,8Md€ d'encours de crédits pour les entreprises en 2019, soit environ 23,5Md€ pour les PME, 43% des encours de crédits aux entreprises concernant des PME au niveau national selon la Banque de France en 2019.

Au niveau national, à fin 2019, les encours de crédits aux entreprises étaient de 1060Md€, dont 324Md€ de nouveaux crédits, soit 30,5% (en légère hausse par rapport à 2017), avec une moyenne de 27Md€ de nouveaux crédits par mois.

La crise sanitaire a considérablement bouleversé l'offre de crédit bancaire, au niveau national comme régional. Ainsi, l'encours total de crédit en France a atteint en septembre 2020 1187 Md€, en hausse de 12% depuis fin 2019. Les nouveaux crédits représentent en 2020 près de 40Md€ par mois, soit environ 40% de l'ensemble des encours sur un an.

En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les encours de **crédits de trésorerie** ont fortement augmenté en 2020, passant de 11,2Md€ en février à 18,8Md€ en septembre, soit une hausse de 68%.

A noter qu'au 27 octobre, **64 926 entreprises de la région avaient eu recours au Prêt Garanti par l'Etat**, pour un encours de 9,9Md€ (dont, au 11 septembre, 59 414 PME pour un encours de 7,5Md€).

Au niveau régional, d'autres acteurs proposent des outils en dette aux PME en développement :

- Les **prêts d'honneur du Réseau Initiative** peuvent monter jusqu'à **30K€ pour des projets de croissance**, ciblant les jeunes entreprises dont le besoin global de financement se situe entre 15K et 500K€. En 2019, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 10% des entreprises soutenues en prêt d'honneur par les plateformes Initiative étaient des entreprises en croissance. Comme en création, le montant moyen des prêts d'honneur est de 6,2K€ pour un effet levier de 8,3 auprès des prêts bancaires.
- Le **Fonds TTPE**, vise à soutenir les très petites entreprises principalement artisanales et commerciales dans leur financement et leurs demandes de prêt. Il offre des prêts allant jusqu'à 10K€ à des entreprises de moins de 10 salariés de plus de 2 ans d'existence et au moins 2 bilans clôturés. D'un montant total d'1M€ par an, il touche entre 90 et 100 entreprises annuellement avec un effet levier sur les prêts bancaires de 5,6.
- **Région Sud Attractivité**, est une aide de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur visant à favoriser l'implantation de nouvelles entreprises sur le territoire et à accompagner les entreprises à fort potentiel d'emplois et

d'investissement déjà présentes. En sus de subventions de 100 à 500K€, Région Sud Attractivité consiste en une **avance remboursable** de 500K à 1M€.

- Le prêt **SOCODEN** à destination des entreprises coopératives couvre également les besoins de financement de développement consiste en un prêt de l'ordre de 3K€ par salarié, plafonné à 25% du total du plan de financement. L'encours global des outils financiers ne peuvent pas dépasser 50% des capitaux permanents de la SCOP.

Enfin, en ce qui concerne la garantie bancaire, l'offre disponible pour le développement des TPE/PME est similaire à celle de la création, avec en particulier Sud Garantie, France Active et la SOFISCOPE, et celle-ci apparaît complète. La SIAGI offre également une couverture de crédit bancaire aux entreprises artisanales, commerçants, TPE, exploitations agricoles et associations de moins de 50 salariés et au CA inférieur à 10M€, de 20 à 50% pour des prêts à partir de 15K€ jusqu'à 500K€.

Concernant l'apport de capitaux en haut de bilan, par des quasi-fonds propres et des fonds propres, l'offre privée apparaît importante et mobilisable pour les gros tickets de plus de 1,5M€. Les outils régionaux (RSI Prêts participatifs, RSI Capital) se concentrent sur des tickets plus modestes, autour de 200K€ et l'offre apparaît clairsemée pour les tickets moyens entre 500K€ et 1,5M€.

Offre en haut de bilan pour le développement des PME

Au niveau national, depuis 2014, la tendance est à la croissance des investissements en capital développement. Au niveau régional, France Invest répertorie **151M€ investis en capital développement** dans 53 entreprises (2,8M€ de ticket moyen) en 2019, en baisse par rapport aux 226M€ investis en 2018 dans 94 entreprises et aux 218M€ investis en 2017 dans 92 entreprises (2,4M€ de ticket moyen), mais supérieur aux 140M€ investis en 2016 dans 71 entreprises (2M€ de ticket moyen).

La région héberge ainsi des fonds régionaux de capital développement comme IXO PE, Tertium Management, SOFIPACA (filiale du Crédit Agricole) ou Smalt Capital (ex ACG). Des acteurs nationaux de ce segment sont également implantés en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et y investissent, comme CM-CIC PE, BNP Développement, Go Capital, SOFIMAC ou MAIF Avenir.

Ces fonds investissent essentiellement sur des **tickets moyens et gros**, en particulier au-dessus de 1,5M€

Afin de compléter l'offre de financement, notamment sur les petits tickets, les deux volets de Région Sud Investissement peuvent apporter des quasi-fonds propres et des fonds propres aux entreprises en développement :

- **Région Sud Investissement Prêt Participatif**, géré par ACG Management, a repris les activités de PACA Émergence. Elle offre des prêts participatifs de 15K€ à 200K€ d'un montant moyen autour de 100K€ pour le développement des PME, en particulier celles concourant à la réalisation des objectifs des accords de Paris sur le climat. Le prêt participatif intervient en co-investissement à minima 1 pour 1, pour 5 ans au taux nominal de 5% et avec une rémunération complémentaire basée sur la rentabilité et plafonnée à 8% de l'encours du prêt ;
- **Région Sud Investissement Capital** intervient en capital développement auprès des PME industrielles ou de services de la Région entre 200K€ et 2M€ avec un co-investissement minimum de 50% de la part du secteur privé. 31% des investissements de RSI Capital entre 2011 et 2019 se sont fait sur du développement, autour de deux volets pour des tickets pour la plupart inférieurs à 500K€ :
 - le développement innovant, représentant 2,5M€ d'investissements dans 6 entreprises en 2019 (contre 1,7M€ dans 1 entreprise en 2018) ;
 - le développement d'activités industrielles et de services, représentant 2,5M€ investis dans 2 entreprises en 2019 (contre 2,1 investis dans 4 entreprises en 2018).

En termes de deal flow toutes phases de développement des entreprises confondues (création, développement innovant, développement industriel et service), RSI Capital a reçu en 2018 210 dossiers dont 18 ont été retenus en comité d'engagement pour un financement final de 11 entreprises.

Pour les entreprises coopératives (SCIC, SCOP), la SCR **PARGEST** offre également des fonds propres pour le développement.

Le financement de la transmission

Le financement de la transmission est un sujet de préoccupation grandissant avec des enjeux de valorisation et d'organisation des reprises qui ne semblent pas encore être suffisamment anticipés dans de nombreux cas. Le financement de la transmission est couvert par les outils classiques, à savoir prêts et apports de capital-investissement privé. Plusieurs outils spécifiques existent dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En dette, la transmission est peu couverte par les dispositifs régionaux et n'est couverte que par les prêts d'honneur du Réseau Initiative et du Réseau Entreprendre aux mêmes conditions que pour le développement (voir plus haut).

En fonds propres en 2019, l'investissement en capital-transmission est en forte augmentation au niveau national avec 13Mds€ investis contre 9,6Md€ en 2018 (+35% sur un an) et 9,9Md€ en 2017.

Au niveau régional, France Invest répertorie 297M€ investis en capital transmission dans 22 entreprises (13,5M€ de ticket moyen) en 2019, en recul par rapport aux années 2018 (392M€ investis dans 17 transmissions pour un ticket moyen de 23M€) et 2017 (336M€ investis dans 20 transmissions pour un ticket moyen à 16,8M€ de ticket moyen), tout en restant largement supérieurs aux 109M€ investis en 2016 dans 14 entreprises (7,8M€ de ticket moyen).

Les prêts participatifs de Région Sud Investissement Prêts Participatifs, couvrant des tickets de 15K à 200K€ peuvent financer des PME en transmission.

Pour les salariés souhaitant reprendre l'activité d'une entreprise sous forme d'une SCOP, la SCR PARGEST permet de fournir des petits tickets en fonds propres pour racheter l'entreprise et la doter d'un capital social consolidant l'activité.

Enfin, plusieurs outils de garantie peuvent être mobilisés pour garantir le financement de la transmission, notamment Sud Garantie qui en tant qu'outil généraliste est également mobilisable sur de la transmission/reprise, mais aussi SOFISCOP, France Active et SIAGI.

Les petites transmissions, et notamment les tickets entre 500K et 1,5M€, pour les petites PME et les filières peu innovantes fortement présentes en région (négoce, textile) ne sont toutefois pas couverts par l'offre régionale.

1.2 Valeur ajoutée de l'intervention

Les prêts d'honneur correspondent à la « première marche de l'escalier » du financement, et permettent ensuite aux créateurs d'accéder à des financements bancaires et/ou de solliciter des *business angels*.

En effet, les prêts d'honneur ne sont pas considérés comme un dispositif de prêt, mais comme un dispositif de quasi-fonds propres, qui a pour objet (et pour résultat) de renforcer les fonds propres de l'entreprise, autorisant ainsi un effet de levier vis-à-vis des banques et des investisseurs potentiels (*business angels*). L'explication est simple : les prêts d'honneur sont accordés à des personnes physiques et non à des entreprises (avec pour conséquence, la possibilité de cumuler les PH des différents associés). Les associés-porteurs de projets mettent ensuite les sommes rassemblées grâce aux prêts d'honneur à la disposition de l'entreprise comme des fonds propres leur appartenant.

Ainsi, les prêts d'honneur pallient tout à la fois l'insuffisance initiale de fonds propres et celle d'instruments de *seed/pre-seed capital (equity)*, d'autant plus qu'elle n'est pas intrusive pour les entrepreneurs qui craignent souvent d'ouvrir leur capital : en confortant les apports

personnels des associés créateurs, le prêt d'honneur renforce les fonds propres de l'entreprise tout en évitant la dilution des créateurs au capital à ce stade précoce de la vie de l'entreprise.

1.3 Stratégie d'investissement

Cible

Les prêts d'honneur du Réseau Initiative ciblent la création, développement et transmission de TPE/PME sur des tickets pouvant aller jusqu'à 30 k€ :

Modalités d'interventions

- *Type d'instrument financier* : prêt d'honneur sans intérêt (taux zéro) ni garantie en complément d'un prêt bancaire / suivi de l'entreprise sur la durée du prêt
- *Année de création* : première plateforme en région Provence-Alpes-Côte d'Azur créée en 1989. Aujourd'hui, le réseau Initiative Sud regroupe 22 plateformes locales
 - Il est utile de noter que le Réseau initiative Sud s'insère également dans le dispositif « Mon Projet d'Entreprise » qui remplace le dispositif NACRE, présent jusqu'en 2018. Ce dispositif d'accompagnement, opéré par 10 opérateurs pour le compte de la Région, permet aux créateurs de bénéficier d'un accompagnement pour le montage de leur projet et d'un financement initial. 6500 entreprises sont accompagnées annuellement ainsi, au travers de plus de 200 points d'accueil.
- *Type d'intermédiation* : financement des plateformes en direct par la Région
- *Types d'entreprises ciblées* : jeunes entreprises dont le besoin global de financement se situe entre 15K et 500K
- *Types de besoins* : fonds propres
- *Secteurs éligibles* : tous secteurs
- *Stade d'intervention dans le développement de l'entreprise* : création, reprise, croissance.
 - En 2019, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 10% des entreprises soutenues en prêt d'honneur par les plateformes Initiative étaient des entreprises en croissance.
- *Montant total de l'instrument* : 13M€
- *Nature des contributeurs et partenaires* : principalement le Conseil régional et Bpifrance (reprise de créance de la Caisse des dépôts) et, en fonction des territoires, des EPCI ou ville
- *Maximum* : 15K€ pour la création / 30K€ pour la reprise ou croissance
- *Moyenne des prêts d'honneur en région Provence-Alpes-Côte d'Azur* : 6,3 k€ en moyenne en 2019
- *Condition d'intervention* : prêt d'honneur
- *Durée d'investissement* : 2 à 5 ans avec ou sans différé
- *Effet de levier* : en 2019, x8,3 sur les prêts bancaires

Niveau d'intervention

- **Sur la création** : le prêt d'honneur du Réseau Initiative Sud propose des prêts d'honneur jusqu'à 15K€.

- **Sur le développement et pour la transmission** : les prêts d'honneur du Réseau Initiative peuvent monter jusqu'à 30K€.

1.4 Dimensionnement de l'instrument

L'utilisation du FEDER pour ce type d'instrument peut être difficile en raison :

- de la taille trop réduite des dossiers de prêts d'honneurs ;
- des contraintes de gestion FEDER trop importantes pour un tel instrument ne répondant pas à l'objectif de massification des interventions FEDER.

En outre, spécifiquement pour les prêts d'honneurs axés sur la transmission, l'intervention en fonds FEDER apparaît complexe sur des opérations financières d'achat et non d'investissement.

Toutefois, les prêts d'honneur en région Provence-Alpes-Côte d'Azur sont en forte croissance depuis 5 ans et font face à un double enjeu d'augmentation du nombre d'entrepreneurs et d'un besoin de hausse du prêt moyen à fournir (cf. partie suivante) pouvant justifier l'usage du FEDER par l'autorité de gestion sur ce type d'outil, positionné sur une défaillance de marché avérée. Nous anticipons une augmentation de 20% de la demande en prêts d'honneur sur les prochaines années et, si à cela nous mettons en parallèle les défaillances à venir des entreprises (et donc les moindres remboursements de prêts), un abondement supplémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur aux plateformes Initiatives pourrait se chiffrer à **1,3M€ par an**.

Dans le cas d'une mobilisation du FEDER par l'Autorité de gestion au cours de la programmation 2021-2027, un certain nombre de préconditions devront être assurées :

- une centralisation de la gestion du FEDER au niveau régional et une harmonisation les pratiques de gestion des plateformes territoriales ;
- un besoin de s'assurer de la robustesse de gestion du réseau portant les prêts d'honneurs ;
- un accompagnement effectif des entreprises bénéficiaires dans la gestion des justifications d'usage du FEDER ;
- une mise en place d'outils de suivi spécifiques et adaptés entre la Région et le réseau intermédiaire.

1.5 Leçons tirées des précédentes interventions

En **2019**, 2 542 entreprises (contre plus de 10 000 dossiers reçus au total) ont bénéficié de prêts d'honneur en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, soit une forte hausse de +42 % par rapport à 2015, pour un montant moyen des prêts d'honneur de 6,3K€, un montant total de 18,7M€ engagés. L'effet de levier est très important car 1€ de prêt d'honneur entraîne en moyenne 8€ de financements bancaires (levier de x8,3 sur les prêts bancaires en 2019, ce qui correspond à la mobilisation de 156 M€ de prêts bancaires complémentaires). En 2019, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 10% des entreprises soutenues en prêt d'honneur par les plateformes Initiative étaient des entreprises en croissance.

Globalement, sur le segment de la création de TPE/PME en région Provence-Alpes-Côte d'Azur:

- **L'analyse de l'ensemble de la gamme d'outils existants ne révèle pas de manque sur ce segment, et la continuation du soutien existant aux différents dispositifs semble être**

pertinente. Il y a une bonne complémentarité et un effet levier avéré sur les financements privés.

- **La Région peut même prévoir une augmentation de l'enveloppe financière à mobiliser pour accompagner le rythme élevé de création d'entreprise sur le territoire, intensifié par la crise sanitaire en cours et la hausse du taux de chômage anticipée.**
 - **Les outils existants, et en particulier les fonds de prêt des plateformes Initiative, apparaissent sous-dimensionnés pour répondre à la demande actuelle avec un prêt moyen en dessous de la moyenne nationale (6,3K€ pour des besoins estimés à 10K€ par projet).** Ceux-ci expérimentent en effet une croissance depuis 5 ans et font face à un double enjeu d'augmentation du nombre d'entrepreneurs et d'un besoin de hausse du prêt moyen à fournir.

Le constat est assez proche sur le segment du développement des TPE/PME en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et sur l'importance de soutenir davantage les prêts d'honneur : sur les petits tickets de développement, les acteurs demeurent sous-dotés. Afin de répondre à une demande croissante de soutien, les plateformes Initiative ont ainsi augmenté le nombre de prêts d'honneur accordés, faisant baisser le prêt moyen à enveloppe constante ; pourtant, le besoin mentionné tourne autour de 10K€ quand dans la région le prêt moyen est à 7,2K€ pour du développement.

Enfin, concernant le secteur de la transmission en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, si les grosses transmissions sont bien couvertes par le secteur privé, un important enjeu régional est constaté autour du financement des petites transmissions, avec une problématique de hausse de l'âge moyen des dirigeants d'entreprises en France et des enjeux de valorisation et d'organisation des reprises pas encore suffisamment anticipés dans de nombreux cas. En règle générale, les petites opérations de transmission concernent des tickets trop petits pour intéresser des banquiers en fonds propres et trop importants pour des capitaux risqués. Diverses solutions pourraient être creusées pour répondre à cet enjeu, notamment les prêts d'honneur qui interviennent sur ce segment et dont l'accentuation pourrait répondre à une partie des besoins.

2 Fonds de prêts à taux zéro pour l'innovation et la R&D

2.1 Raison d'être de l'intervention régionale

L'écosystème de l'innovation et de la recherche en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'écosystème de l'innovation et de la recherche est riche en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et couvre l'ensemble de la chaîne de l'innovation. Dans un contexte où l'innovation contribue de façon importante au développement économique régional et en particulier au renforcement des filières stratégiques, la valorisation de ce potentiel représente un enjeu important pour la création de valeur et d'emplois sur le territoire, même si les effets attendus ne seront, en partie, mesurables qu'à moyen et long terme.

La région compte de nombreux organismes d'accompagnement à l'innovation :

- **Neuf pôles de compétitivité** sont implantés sur le territoire dont certains à vocation mondiale ainsi que plusieurs clusters,
- **Trois incubateurs labellisés** par le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (Belle de Mai, Impulse, Paca-Est) auxquels s'ajoutent des **incubateurs privés plus récents** tels que Occitanie Innovation Lab, One Life ou encore ImmaTerra,
- Des pépinières couvrant l'ensemble du territoire,
- 17 fonds d'investissement,
- **Quatre technopôles** dont Sophia-Antipolis, première technopole d'Europe,
- La **Société d'Accélération du Transfert de Technologie Sud-Est** (SATT-SE), en plus de la sélection de filières spécifiques dans le cadre des investissements d'avenir, s'est associée à deux incubateurs de la région : l'incubateur Paca-Est pour accélérer la création d'entreprises innovantes et l'incubateur Belle de Mai pour favoriser la création d'entreprises numériques issues de la recherche publique,
- Six agences de développement,
- Quatre French Tech travaillant en réseau,
- Quatre Centres Européens d'Entreprises et d'Innovation (CEEI),
- Des lieux totems emblématiques : Cité de l'Innovation à Marseille, The Camp à Aix-en-Provence, Quartier de la créativité et de la Connaissance à Toulon, Institut Méditerranéen du risque, de l'environnement et du développement durable, 27 Delvalle à Nice, etc.,

La région accueille également un réseau dense et structuré d'acteurs de la formation, de la recherche et de l'innovation :

- La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est l'une des principales régions françaises d'enseignement supérieur et recherche et se situe au 4^{ème} rang national pour le nombre de chercheurs. Elle emploie 29 000 employés dans la R&D, dont 19 000 chercheurs, et possède le plus grand parc technologique d'Europe, Sophia-Antipolis, la plus vieille technopole de France, regroupant plus de 1 400 entreprises de plus de 70 nationalités différentes et un tissu d'écoles et de grandes entreprises très importante. La Métropole Aix-Marseille bénéficie, elle, de deux technopôles, plus spécialisées, sur l'environnement à Arbois (Aix) et sur le secteur de la santé à Marseille.
- La recherche régionale est dynamisée par la mise en œuvre de projets structurants tels que le projet ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) représentant à la fois une

expérience scientifique à très grande échelle et un projet industriel de grande envergure. Des centres de transferts de technologie sont également présents comme le CEA Tech de Cadarache, INRIA Tech, SATT-SE, etc. En outre, la région favorise l'accueil de congrès scientifiques internationaux de grande envergure à travers le programme Attract Congresses and Events (ACE), inscrit au Plan de croissance de l'économie touristique. Enfin, la région est au 3^{ème} rang national pour le dépôt de brevets avec une concentration de 6,5% des brevets déposés.

- **Le dynamisme entrepreneurial dans la région s'appuie sur un vivier important de start-up et d'entreprises innovantes.** Du numérique à l'immunologie en passant par les technologies énergétiques et environnementales, la région recense la création d'une centaine de start-ups chaque année. De plus, les PME du territoire sont en moyenne plus innovantes que les PME dans le reste de la France, hors Ile-de-France. Il s'agit de l'une des principales caractéristiques du tissu économique régional. D'après une enquête menée par l'INSEE en 2013, entre 2010 et 2012, les PME de Provence-Alpes-Côte d'Azur se démarquaient par une propension à innover plus forte que la moyenne des PME françaises de province. Cependant, la capacité des PME à se positionner et peser face aux grands groupes présents sur le territoire, constitue encore un enjeu important. Ainsi, ce dynamisme entrepreneurial est favorisé par l'existence d'outils et de dispositifs spécifiques. Par exemple, la Région accompagne la structuration de projets de plateformes régionales d'accélération vers l'industrie du futur qui visent à favoriser la diffusion de technologies et de méthodes « industrie du futur » dans l'écosystème des PME régionales. La Région a également mis en place le Fonds d'Investissement pour les Entreprises de la Région (FIER) pour soutenir plus de 15 000 entreprises (300 M€ sur la période 2017-2021). Le FIER est construit comme une boîte à outils et propose des solutions de financement aux entreprises quel que soit leur statut et à chaque étape du cycle de vie de leur projet.

Les dépenses internes en R&D des entreprises de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur avoisinent au total 2 124 Mrd d'euros en 2017, soit un taux de croissance de 7% entre 2014 et 2017 et une part de 6,4% du total des entreprises françaises. La dépense interne de R&D des entreprises en région Provence-Alpes-Côte d'Azur a progressé plus rapidement que la moyenne française entre 2009 et 2014 pour ensuite adopter le même taux de croissance entre 2014 et 2017.

Concernant le développement et le potentiel de projets innovant en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, il apparaît que malgré la crise sanitaire, aucun tarissement du flux de projets n'a été observé et que les banques continuent de financer l'innovation. Ainsi, les entreprises classiques, financées par des outils généralistes, ont développé des projets innovants lors du confinement : transition énergétique, digitalisation... Il est important de prendre en compte ces tendances et de penser le soutien aux entreprises et à l'innovation de manière cohérente et coordonnée.

Les stratégies régionales en soutien à l'innovation en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

La Stratégie de Spécialisation Intelligente (S3) pour 2021-2027 de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'inscrit dans le cadre régional de politique stratégique en faveur de la recherche et de l'innovation (R&I). Validée en juin 2018, la feuille de route de l'innovation constitue une étape importante dans la mise en œuvre de la politique régionale d'innovation.

Dans un écosystème économique toujours plus dense et concurrentiel, les Opérations d'Intérêt Régional (O.I.R) ont ainsi été pensées pour contribuer à l'objectif régional d'innovation. En associant l'ensemble des acteurs économiques régionaux, privés et publics, la Région

Provence-Alpes-Côte d'Azur a développé une politique de spécialisation pour accompagner les entreprises et les territoires dans leur croissance.

Les **O.I.R.**, focalisées sur les filières d'avenir pour lesquelles la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dispose d'avantages compétitifs, **sont axées sur l'innovation, la croissance et l'emploi**. Elles visent à accélérer et à concrétiser les projets économiques structurants et aussi à catalyser les grands atouts régionaux pour l'attractivité et le rayonnement international du territoire. Les domaines choisis correspondent aux filières stratégiques de la S3 auxquelles s'ajoutent les **trois technologies clés** suivantes : le numérique, l'optique-photonique, la chimie-matériaux.

Ces O.I.R sont également repris dans le **SRDEII** qui a vocation à mettre en place des outils et des services permettant de renforcer la compétitivité des entreprises régionales et créer les conditions d'un environnement économique de qualité. La stratégie régionale présentée dans le SRDEII repose ainsi sur 2 axes majeurs :

- Concentration des moyens sur les filières stratégiques et segments différenciants, avec une traduction opérationnelle : les Opérations d'intérêt régional (énoncés ci-dessus) ;
- Renforcer les équilibres territoriaux.

En cohérence avec ce schéma, la Région a développé un **SRESRI** dont l'objectif majeur de celui-ci est de contribuer au développement de la croissance économique régionale et à la création d'emplois sur le territoire. Ainsi, le développement de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation doit s'inscrire en cohérence avec les priorités du SRDEII.

Ce schéma est construit autour de 3 grandes ambitions déclinées en objectifs dont la première se concentre sur le soutien à l'innovation :

- Soutenir l'innovation et la compétitivité par la formation et la recherche ;
 - Augmenter le niveau de qualification de la population
 - Adapter et renforcer l'offre de formation pour répondre aux besoins du monde socio-économique
 - Accélérer les retombées économiques de la R&D
- Développer l'excellence, le rayonnement et l'attractivité des établissements régionaux d'enseignement supérieur et recherche ;
- Favoriser la réussite des étudiants.

L'offre régionale de financement en faveur de l'innovation dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

La région possède un réseau d'acteurs structuré présent sur toutes les phases de l'innovation.

L'offre destinée aux entreprises innovantes et aux entreprises qui s'engagent dans les processus d'innovation est abondante, avec un panel diversifié d'outils (prêts d'honneur, prêts participatifs, prêts d'amorçage, fonds propres, garantie, etc.) et un nombre croissant de nouveaux outils et acteurs impliqués (publics et privés, européens nationaux régionaux).

De manière générale, on observe une bonne couverture des besoins en matière de financement de l'innovation et de la R&D en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, notamment des phases ante création et de création (prêts bancaires, Bourse French Tech, etc) mais aussi sur l'amorçage et le post-amorçage. De même, sur la phase de développement, l'offre est abondante en incluant le FUI jusqu'en 2019, les différents PIA et les acteurs privés sur les gros tickets.

Globalement, depuis 2014, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a connu, tout comme les autres régions françaises, une formidable accélération du financement des entreprises innovantes, en création ou matures. Un accroissement important des outils du paysage du financement de l'innovation a été enregistré ces dernières années avec notamment la montée en puissance de Bpifrance en région et le déploiement des différents outils des différents PIA. De nouveaux acteurs sont également positionnés ou en cours de positionnement sur le développement dans les entreprises, en particulier sur les fonds propres et la dette. GOCAPITAL est présent à Marseille depuis 2020 tandis que le fonds First Santé 1 dédié aux startups du domaine des sciences de la vie est en cours d'installation dans la région. Ainsi, le paysage de l'innovation en région Provence-Alpes-Côte d'Azur est globalement bien nourri en 2020 par rapport à 2014.

Concernant l'innovation dans les entreprises matures, le panel des instruments financiers disponibles en 2020 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur est arrivé à un niveau de complétude qui permet de répondre à l'ensemble des besoins des entreprises innovantes possédant un projet de développement crédible. De la subvention à la garantie, en passant par la dette et les quasi-fonds propres et fonds propres, une large palette est disponible :

- En phase de développement, des aides à l'innovation sous forme de **subventions** (notamment de la Région, PRI PACA, et de Bpifrance) ou d'**avances remboursables** couvrent une partie des tickets : l'offre de financement est ainsi très abondante. On identifie aussi les financements du FUI jusqu'en 2019 puis les financements du PIA (dont les PSPC) et les différents PIA. 78 entreprises ont reçu 9M€ de financements régionaux du FRI et du PIA 3. 14 PME ont été accompagnées par Sud Accélérateur. En 2019, pour la thématique « innovation », Bpifrance¹ indique avoir accompagné 421 entreprises pour un soutien de 92M€ (pour 284M€ de financements accordés).
- **Bpifrance propose par ailleurs le Prêt d'innovation FEI qui a pour but de financer le lancement industriel et commercial d'une innovation. Il s'adresse aux entreprises innovantes de tous types de secteurs et consiste en un prêt sans garantie de 50K à 5M€ (dans la limite du double des fonds propres et quasi-fonds propres de l'entreprise) et s'étend sur 7 ans avec un différé d'amortissement de 24 mois.**

2.2 Valeur ajoutée de l'intervention

Les investissements en R&D peuvent être difficiles à financer par le canal classique du prêt bancaire, en particulier à cause du risque inhérent à ce type d'investissements (pas de garantie de retour sur investissement) et du caractère fortement capitalistique de certains projets. Cette difficulté à financer les projets d'innovation et de R&D existe aussi bien au niveau national qu'au niveau de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les intermédiaires financiers comme les structures d'accompagnement de l'innovation et de la R&D (incubateurs, technopoles, pôles et clusters régionaux, etc.) considèrent que les entreprises rencontrent des difficultés pour financer des études de faisabilité de projets de RDI, des projets de RDI eux-mêmes et ensuite l'industrialisation de l'innovation, d'où la nécessité d'une intervention publique sur ces domaines.

¹ Bpifrance (2020), Bilan d'activité de Bpifrance en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
https://www.bpifrance.fr/content/download/114093/966162/file/ACTIVITE%20BPIFRANCE%202019_PACA%20SUD.pdf

C'est pour pallier cette difficulté que des instruments financiers soutenus par le secteur public ont déjà été mis en place. L'objectif est de proposer des outils de financement adaptés aux entreprises régionales, pour que celles-ci puissent investir dans des projets d'innovation et de R&D et ainsi renforcer leur ancrage sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par ailleurs, c'est l'innovation au sens large qui doit être favorisée et non uniquement l'innovation technologique :

- Les entreprises qui souhaitent innover pour améliorer un process, la qualité du produit, ou se transformer peuvent se tourner vers le PRI ou les programmes de financement de l'innovation, notamment ceux proposés par Bpifrance ou le PIA 3 dont certains ont Bpifrance comme opérateurs. Au niveau national comme régional, Bpifrance est le principal financeur des projets d'innovation. Elle s'associe à des collectivités territoriales (Conseil régional, agglomérations) pour gérer des fonds dédiés spécifiquement aux entreprises régionales ou locales, afin de mettre en œuvre leurs priorités.
- En outre, la région a développé une gamme d'aides à destination des entreprises et des laboratoires de recherche, pour soutenir notamment les projets collaboratifs issus des pôles de compétitivité. Ainsi, sont également disponibles les dispositifs de soutien aux projets des pôles de compétitivité (le FUI puis le PSpC), les programmes de maturation de la SATT Sud-Est ou les programmes de l'Union européenne (notamment H2020 ou COSME). Il s'agit essentiellement d'avances remboursables voire de subventions.

Toutefois, les tickets proposés sont souvent en dizaines de milliers d'euros voire en quelques centaines.

Nous identifions un besoin mal couvert pour les tickets de 500K€ à 3M€ pour la conception et la définition d'un projet d'innovation et notamment pour les phases plus aval qui ont de gros besoins d'investissements comme la réalisation de prototypes (c'est-à-dire à partir de TRL 5).

En effet, les entretiens avec Bpifrance et la Région laissent penser que compte tenu de la profondeur des fonds à disposition dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour le financement de l'innovation, il n'est pas aisé de financer des besoins importants en innovation, c'est-à-dire au-delà de 500 K€ : étant donnée la profondeur limitée des fonds, financer un gros dossier se ferait au détriment des petits dossiers qui se présentent.

Ainsi, la mise en place d'un fonds d'innovation et de R&D dédié au financement des projets d'innovation et de R&D des entreprises du territoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et distribuant des prêts à taux zéro sur des tickets allant jusqu'à 3 M€, vise à répondre à la problématique du financement de ces projets avec la volonté de favoriser l'innovation et la R&D en tant que moteur de la croissance des entreprises régionales.

La valeur ajoutée et la visibilité d'une intervention régionale sur ce segment serait importante puisqu'elle permettrait aux acteurs publics de cibler des grosses interventions, contribuant à l'excellence des entreprises régionales.

2.3 Stratégie d'investissement

Cibles :

Le nouveau fonds de prêts à taux zéro innovation appuiera tous les types de projets qui entrent dans un domaine d'activité stratégique de la Stratégie de Spécialisation Intelligente, et plutôt les projets les plus importants sur le plan budgétaire, afin notamment :

- D'inciter les entreprises à innover en les aidant dans leurs projets d'innovation : études de faisabilité, acquisition de compétences, développement des innovations, etc.
- D'aider les créateurs d'entreprises innovantes à préciser leurs plans d'entreprises et à valider la faisabilité de leurs projets d'innovation

Modalités d'intervention :

- *Raison d'être* : soutenir les investissements en R&D difficiles par le canal classique du prêt et répondre à des besoins de financement « sur projet » d'entreprises innovantes
- *Type d'intervention* : prêts à taux zéro
- *Entreprises et projets ciblés* : entreprises innovantes développant des projets qui entrent dans un domaine d'activité stratégique de la Stratégie de Spécialisation Intelligente, avec un accent particulier mis sur (i) les projets les plus importants sur le plan budgétaire et sur (ii) les phases plus aval qui ont de gros besoins d'investissements comme la réalisation de prototypes (c'est-à-dire à partir de TRL 5).
- *Tickets* : entre 500K€ et 3M€
- *Temporalité de mise en œuvre* : à l'arrêt de l'intervention existante de Bpifrance (Prêt Innovation FEI)
- *Articulation* : avec les dispositifs de prêt à taux zéro de Bpifrance et les différentes aides régionales à l'innovation
- *Type d'intervention* : pari passu ou co-investissement
- *Investisseurs* : Région/Bpifrance
- *Porteur* : Bpifrance

Niveau d'intervention :

L'intervention permettra de compléter les dispositifs existants pour des **tickets élevés entre 500 K€ et 3 M€**, et poursuivre la concentration des fonds disponibles pour les projets d'innovation afin de favoriser l'excellence et d'aider à la conquête de nouveaux marchés.

2.4 Dimensionnement de l'instrument

Les prêts de Bpifrance à destination de l'amorçage et de l'industrialisation de l'innovation ont une volumétrie d'environ 60 bénéficiaires par an pour un engagement de 10M€, soit un ticket moyen de 160K€. Il est ainsi possible d'estimer une carence de marché sur de plus gros tickets d'intervention est estimée *a minima* à 2 M€ sur la période 2024-2030 pour répondre aux besoins de financement des projets d'innovation et de R&D en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il est raisonnable de considérer la dotation d'un fonds d'innovation à hauteur de **4 M€**, dont **2 M€** maximum de la région, et minimum **2 M€** de contrepartie apportée par Bpifrance, mais aussi à terme du recyclage du fonds.

3 Fonds EnR

3.1 Raisons d'être de l'intervention régionale

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur a pour ambition de devenir un territoire exemplaire en matière d'environnement et la 1^{ère} région française neutre en carbone à l'horizon 2050.

Pour atteindre ces ambitions fortes, la région devra tirer pleinement profit des potentialités énergétiques renouvelables considérables et diversifiées du territoire : i) 1^{er} gisement solaire en France avec 300 jours d'ensoleillement par an ; ii) 2^{ème} région forestière de France ; iii) 3^{ème} région hydraulique de France en matière de puissance raccordée ; iv) ressource abondante en eau, etc. Toutefois, les niveaux de production actuels en énergies renouvelables électrique et thermique ne permettent pas d'atteindre les objectifs à l'horizon 2030. Il est donc nécessaire d'accélérer la massification des énergies renouvelables et de récupération sur le territoire. Cette massification ne sera possible qu'en soutenant des projets d'envergure en particulier sur la méthanisation, les réseaux de chaleur et l'autoconsommation.

L'analyse de financement public et privé disponible montre une défaillance en matière de financement à long terme. En effet, s'il existe des subventions d'investissements pour la réalisation des projets, le financement en fonds propres quant à lui est insuffisant pour financer les besoins importants en capitaux propres des entreprises, collectivités locales et établissements souhaitant investir massivement dans les énergies renouvelables. Les tableaux ci-dessous présentent les différentes sources de financement identifiées.

La mise en œuvre d'un fonds d'investissement EnR va jouer un rôle prépondérant dans la massification des énergies renouvelables en particulier la méthanisation, solaire thermique, l'autoconsommation collective.

Encadré 1 Outils en subvention pour la réalisation des projets EnR

- **Plan solaire** : Le plan solaire est un outil fédérant l'ensemble des dispositifs et soutiens mis en œuvre par la Région en faveur de l'énergie solaire (photovoltaïque et thermique). Il permet d'aider à la massification des projets et innover sur les modèles techniques, juridiques et économiques pour gagner en efficacité et compétitivité.
- **Cadre régional d'intervention - Gaz renouvelable** : il s'agit de subventions accordées aux agriculteurs et groupements d'agriculteurs, entreprises, entreprises publiques locales, établissements publics, collectivités territoriales, associations. Les subventions peuvent atteindre 20% des coûts éligibles avec un montant maximum de **750 k€** par projet. Notons par ailleurs que les projets portés par les collectivités et faisant l'objet d'une programmation dans les Contrats Régionaux d'Equilibre Territorial (CRET) seront prioritaires.
- **Aides de l'Ademe** : le soutien de l'ADEME peut se présenter sous diverses formes. Les soutiens financiers s'inscrivant dans le cadre d'appels à projets nationaux avec des cahiers des charges spécifiques. C'est par exemple le cas de : i) appel à projets (AAP) BCIAT) lancé le 20 octobre 2020 dans le cadre du plan de relance. Il s'agit d'une aide à l'investissement (**Fonds Chaleur**) pour financer les installations de production de chaleur supérieures à 12 000 MWh/an à partir de biomasse en substitution à des énergies fossiles (taux d'aide variant entre 45% et 65% en fonction de la taille de l'entreprise) et d'une aide au fonctionnement (Fonds Décarbonation) destinée aux projets biomasse supérieurs à 12 000 MWh/an visant à alimenter en chaleur des industries manufacturières. ii) l'appel à projets DTIGA, entrant dans le cadre de l'action « Démonstrateurs et territoires de grande ambition » du programme des investissements d'avenir, du Programme d'Investissement d'Avenir. Cet AAP vise à soutenir les projets d'un coût total de 2M€ au minimum. Ces projets doivent relever des thématiques de systèmes énergétiques optimisés, EnR, optimisation environnementale aux échelles bâtiment, îlot et territoire. En dehors des AAP, l'Ademe accorde également des aides à l'investissement s'inscrivant dans le cadre du dispositif « gré à gré » dont les critères varient principalement en fonction du type de projet et de l'entité porteuse.
- **Fonds Chaleur** : Géré par l'Ademe, ce dispositif de soutien financier au développement de la production renouvelable de chaleur accorde des aides par le biais de plusieurs mécanismes. Avec les appels à projets régionaux, le Fonds Chaleur apporte des soutiens aux collectivités et entreprises afin de leur permettre de réaliser leur transition énergétique par un recours massif à la chaleur renouvelable. Les secteurs concernés sont les bâtiments publics, l'habitat collectif, du tertiaire, l'industrie et l'agriculture. Il apporte des aides au financement des installations ayant recours aux énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) telles que la biomasse (y compris le biogaz), l'énergie solaire thermique (surface inférieure à 1500 m²), la géothermie et

l'énergie de l'eau de mer (valorisée directement ou par l'intermédiaire de pompes à chaleur), la chaleur de récupération (chaleur « fatale » issue des UIOM, de process industriels, ou des eaux usées) ainsi que les boucles d'eau tempérée géothermiques et les réseaux de chaleur permettant le transport de ces EnR&R. C'est le cas par exemple de i) AAP Géothermie : vise à aider au financement des installations produisant et distribuant la chaleur renouvelable ou du froid renouvelable. La nouvelle loi de la PPE prévoit un renforcement du budget annuel du fonds chaleur (350M€ en 2020 et 2021 par exemple). Elle prévoit également d'en simplifier l'utilisation. Les AAP nationaux, gérés par l'entité nationale de l'Ademe. On peut citer par exemple, i) AAP « Biomasse Chaleur Industrie Agriculture et Tertiaire » qui soutient les entreprises dans leurs projets de financement des installations de production chaleur, à partir de biomasse, supérieure à 12 000MWh /an ; ii) AAP « Grandes installations solaire thermique de production d'eau chaude » permettant d'obtenir des aides pour financer les installations de production chaleur, moyenne température (inf 110°C) à partir d'énergie solaire. Il concerne les installations dont la production énergétique est supérieure à 200 MWh/an ou 500 m² de capteurs pour l'industrie, les secteurs tertiaires et agricoles, et 700 MWh/an ou 1500 m² de capteurs pour les installations couplées à un réseau de chaleur avec stockage.

Encadré 2 Outils en fonds propres pour la réalisation des projets EnR

- **Énergie Partagée Investissement** : Société en Commandite par Actions (SCA) composé d'actionnaires citoyens (6200 souscripteurs chiffres de juillet 2020), Énergie Partagée Investissement est un outil de co-investissement en fonds propres, qui finance les projets renouvelables portés par des citoyens et des collectivités locales, au bénéfice de leur territoire et de ses habitants. Les projets financés sont les parcs éoliens, chaufferie-bois, centrales solaires, centrales hydroélectriques, la méthanisation. Selon la technologie, les investissements varient de 20 à 50% du budget total d'un projet de production d'énergie renouvelable et conditionnent l'octroi d'un prêt bancaire. Énergie Partagée Investissement est une société à capital variable. Cette forme juridique lui permet de collecter des capitaux en permanence et de répondre, au fil de l'eau, aux besoins d'investissement dans des projets d'énergie renouvelables et ou d'efficacité énergétique. La société est à capital variable. Ce choix juridique permet de collecter en capital de manière permanente et de répondre, au fil de l'eau, aux besoins d'investissement dans des projets d'énergie renouvelables et ou d'efficacité énergétique. En 2020, le montant des investissements s'élève à **19 M€** (96 investissements ont été réalisés).
- Les plateformes de **financement participatif** au niveau national telles que : i) Lumo, une plateforme d'investissement (depuis 2018 intégrée à Société Générale) comptant plus de 15 000 utilisateurs. Elle a contribué à lever **10 M€** pour 165 installations dans le photovoltaïque, l'hydraulique, l'éolien et la géothermie. La plateforme propose à tout utilisateur d'investir le montant souhaité dans les projets d'installations solaires, hydrauliques, éoliennes, géothermiques et suivant les modalités fixées à l'avance pour chaque projet (Durée, taux, fréquence et forme) ; ii) Lendosphere, plateforme ayant permis de mobiliser près **75 M€ pour 212 projets** dont 199 sont déjà achevés. Les montants investis varient de 50 € à un montant maximum fixé par projet.
- **Fonds Eiffel Gaz Vert** : Doté de plus de 115 M€ (objectif 200 M€) par Eiffel Investment Group, la Banque des Territoires, GRTgaz, Société Générale Assurances et ADEME Investissement, ce fonds a pour objectif de participer activement au développement de la filière du gaz renouvelable en France et en Europe en finançant de 50 à 100 unités de méthanisation via des prises de participation minoritaires et d'autres apports en capital ou quasi-capital. Les tickets d'investissement varient de **100 k€ à 10 M€**.

Encadré 3 Outils en dette pour le financement de la réalisation de projets EnR

- Les banques publiques : la **Banque des territoires** propose le « Prêts Croissance Verte » destiné aux collectivités locales pour le financement des projets citoyens de valorisation des déchets, la biomasse, la Géothermie, l'éolien, le photovoltaïque, etc. Entre 2014 et 2017, 700 Prêts Croissance Verte ont été octroyés pour un montant total de 3 Md€. Bpifrance accorde des prêts à long terme allant jusqu'à 18ans, pour le développement des énergies renouvelables. Sur les énergies marines renouvelables, son positionnement est plus sur l'éolien off-shore avec pour stratégie d'accompagner les PME/ETI qui seront sous-traitant des grands groupes lauréats des appels d'offres. Bpifrance se projette également pour une possibilité d'intervention en dette à l'avenir sur les projets d'éolien off-shore.
- Les banques commerciales : Elles peuvent financer jusqu'à 100 % des investissements en photovoltaïque, au sol ou en toiture (environ 100-300 000 euros). En ce qui concerne le financement des EnR, leur aversion au risque reste forte en raison de la volatilité des investissements en technologies marines qui ne sont pas encore matures. Toutefois des exemples de financement commencent à émerger, à l'image du financement du projet parc éolien offshore de 487 MW au large de la côte belge porté par SeaMade auquel ont participé plusieurs groupes bancaires dont BNP Paribas, Société Générale et Triodos.
- Les institutions multilatérales : la Banque Européenne d'Investissement (**BEI**), banque européenne du climat, finance les infrastructures énergétiques. Sur la période 2015 – 2019, le montant des investissements s'élève à 62 Md€ dont 53 Md€ consacrés à des projets relatifs aux énergies renouvelables, à l'efficacité énergétique et aux réseaux électriques en Europe et ailleurs dans le monde. En novembre 2019, la Banque a annoncé qu'elle cesserait progressivement, d'ici la fin 2021, de financer des projets énergétiques recourant aux combustibles

fossiles traditionnels (y compris au gaz naturel). En revanche, la banque envisage de prioriser les énergies renouvelables, la production et l'intégration de gaz à faibles émissions de carbone (tels que l'hydrogène) et efficacité énergétique, ainsi que le développement des réseaux électriques.

- Les outils classiques du **FIER** : Réseau Initiative peut accorder un prêt (prêt à taux 0) allant jusqu'à **15 k€**, en complément d'un prêt bancaire)

Par ailleurs, le secteur des transports représente 35% de la consommation énergétique finale de la région et 30% des émissions de gaz à effet de serre. En 2016, 73% des actifs utilisaient la voiture comme mode de déplacement principal pour se rendre à leur travail. La réduction des consommations d'énergie fossiles et des émissions de gaz à effet de serre liées au secteur des transports est aussi un enjeu majeur. Pour faire face ces défis primordiaux, la région doit accompagner le développement de la mobilité durable à travers des projets favorisant la production, la distribution et la consommation de carburants alternatifs.

La mobilité durable est un enjeu spécifique de la région, incarné dans le **SRADDET**. Le fonds EnR permettra de répondre aux enjeux de financement des projets d'infrastructures de production, stockage et distribution de carburants alternatifs car il existe une défaillance dans de financement en fonds propres sur ces projets également (cf tableaux ci-dessous).

Encadré 4 Offre de financement de la mobilité durable

Les outils de **subventions** :

- Appels à projets régionaux : une mesure principale du plan climat régional est l'axe 1 « Cap sur l'éco-mobilité », visant à équiper le réseau routier d'une station de recharge publique tous les 100km en 2021. A travers des AAP, la région accompagne le développement de la mobilité électrique en accompagnant les personnes morales publiques ou privées ayant des projets de déploiement des bornes sur les zones blanches non couvertes par un réseau de borne de recharge publique ou sur certaines zones prioritaires (parkings relais, aires de covoiturage, etc.), les projets couplant la recharge des véhicules aux énergies renouvelables, les actions incitatives à la mobilité électrique déployées par des entreprises ou des collectivités, les bornes déployées dans un espace accessible au public pour l'activité des artisans taxis ou des activités logistiques. Ces appels à projet concernent également le déploiement des stations. Les 2 premières éditions de l'AAP ont permis de soutenir le déploiement de plus de 500 bornes publiques et le développement de projets innovants intégrant production d'électricité renouvelable et recharge de véhicules électriques. La 3^{ème} édition intitulée **Zéro Emission en route** a pour objet la poursuite du maillage du territoire par des infrastructures de recharge, prioritairement sur voie publique.
- Dispositif d'aide à l'acquisition de véhicules utilitaires propres : En cohérence avec la mesure 11 du Plan climat qui vise à « inciter à l'émergence de nouvelles pratiques au sein des entreprises de transport routier dans une logique de réduction des émissions CO2 », la région offre une aide à l'acquisition de véhicules utilitaires propres. Le taux d'aide varie entre 30 et 50% du montant total du projet. Cette aide est destinée aux auto-entrepreneurs, TPEs, PME ayant un établissement ou une succursale dans la région, mais également les collectivités territoriales, EPCI et autres établissements publics locaux.
- Dispositif régional d'aide à l'acquisition de taxi électrique : le montant de l'aide peut atteindre 5 000€ par taxi électrique
- Dispositif régional d'aide à l'installation de kit bioéthanol : l'aide est fixée à 250 € par véhicule
- AAP MobiGAZ : Financé par l'ADEME en complément de l'aide régionale, ce dispositif de soutien à la mobilité au Gaz Naturel Véhicule est destiné à faire émerger de nouvelles stations GNV. Il est destiné à financer des projets permettant d'accélérer le déploiement de solutions d'avitaillement pérennes et économiquement viables dans les zones PPA non encore équipées en stations. Cet AAP est destiné aux projets d'acquisition de véhicules GNV et faisant émerger au moins une station GNV/BioGNV située sur le territoire régional et plus particulièrement dans les zones PPA ou zones blanches non encore équipées. Le montant total de l'aide peut atteindre 15 k€
- **Programme MoëBUS** : dans le but d'accélérer la conversion des flottes de transports collectifs vers des véhicules à faibles émissions par des aides financières accordées aux autorités organisatrices de la mobilité, les opérateurs, les exploitants ou toute entreprise privée souhaitant acquérir les autobus électriques. En parallèle de cette acquisition, le programme propose de prendre en charge les coûts des travaux d'électrification inhérents à cette conversion. L'aide financière est sous la forme de prime incitative versée au moment de la commande. Cette prime couvre une partie du coût d'acquisition des véhicules de transport collectifs fonctionnant à l'énergie électrique chargé de leur pack initial de batteries ainsi qu'une part des coûts des travaux liés à l'installation de bornes électriques ou la modification des ateliers de charge électrique. Les travaux

d'infrastructure de recharge comprennent la fourniture des bornes, la mise à niveau de l'installation électrique et le raccordement, les travaux de génie civil et les travaux liés à la sécurité.

- **Aides européennes** : L'instrument de financement **Blending Facility** permet de financer les projets inscrits dans le réseau central du RTE-T (réseau transeuropéen de transport) ou à une distance maximale de 10 km des trajectoires du réseau central. Notons que les projets de déploiement de carburants alternatifs sont éligibles, s'ils sont utilisés sur le réseau de transport européen. Une enveloppe de 99 M€ a été consacrée au déploiement de ces carburants alternatifs (infrastructures et véhicules). Les candidatures peuvent se faire au « fil de l'eau » avec une date butoir de dépôt auprès de la Commission européenne. L'échéance de candidature est fixée au plus tard au 31 mars 2021 (si l'enveloppe n'a pas été consommée avant) et l'échéance de consommation des subventions au 31 décembre 2023. La Banque des Territoires est l'opérateur de Blending Facility en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
 - Les **aides d'Etat** : l'Etat met en œuvre des moyens de financement des projets d'hydrogène. Il s'agit principalement des appels à projets du PIA3. Ce programme permet de soutenir les investissements pour la transition écologique et énergétique. Plus de 100 M€ ont été mobilisés pour soutenir la mise en œuvre de démonstrateurs et la prise de participation dans des entreprises à fort potentiel. Les subventions accordées par l'ADEME sur appels à projets. A travers ce dispositif, l'ADEME soutient Les travaux de recherche et d'innovation dans le domaine de l'hydrogène dans le cadre des appels à projets recherche. Ces projets portent sur les briques technologiques (membranes, plaques bipolaires, réservoirs de stockage, etc.) mais aussi sur des démonstrations en conditions réelles d'usage. Le montant des interventions de l'ADEME a été chiffré à 80M€. L'ADEME prévoit de lancer 2 appels à projets. Un sur les « briques technologiques et démonstrateurs », est doté de 300M€ d'euros sur 3 ans. Il vise à développer des composants pour la production, le transport et la consommation d'hydrogène. Le deuxième appel à projets, doté de 275M€, concernera des « hubs territoriaux », c'est-à-dire le déploiement, par des consortiums réunissant des collectivités et des industriels, d'écosystèmes « de grande envergure regroupant différents usages (industrie et mobilité) pour favoriser au maximum des économies d'échelle ». Enfin, nous pouvons également citer l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) qui finance des programmes de recherche publique. Entre 2009 et 2020, elle a mobilisé plus de 110 M€.
- En outre, le **plan de relance** prévoit un investissement 7,2Mds d'euros sur 10 ans. L'État incite également le développement du véhicule hydrogène, par la mise en place d'un bonus-malus comme pour les véhicules électriques, et finance plusieurs programmes de recherche avec des industriels.

Les outils de **fonds propres** :

- Banque des Territoires, avec la solution « Investissements pour les Territoires d'industrie » qui dispose de 100 M€ par an, peut intervenir en fonds propres sur les projets d'avitaillement en énergie propre (GNV, hydrogène). Les bénéficiaires visés sont les collectivités locales ou regroupement, Société d'Economie Mixte (SEM), entreprises industrielles. Les tickets d'investissement ne sont pas précisés.
- Bpifrance accompagne beaucoup de projets portant l'hydrogène à travers des appels à projets de démonstration et également des startups ou des PME dans leurs projets d'innovation et de développement technologiques.

Les outils de **dette**

- **Banque des Territoires** : la banque des territoires propose plusieurs instruments de prêts destinés à l'accélération de la transition énergétique :
 - Oblibus : financé par la Banque des Territoires et la Banque Européenne d'Investissement, Oblibus est un instrument permettant de financer jusqu'à 100 % les coûts d'investissement liés à l'achat de bus électriques, des batteries, des infrastructures de recharges. Les bénéficiaires éligibles sont les acteurs publics souhaitant verdir l'offre de mobilité du territoire.
 - Mobi Prêt : il s'agit d'une offre de financement destinée aux projets de modernisation et de développement d'infrastructures de transport pour une mobilité connectée, inclusive, attractive et respectueuse de l'environnement. Le montant du financement peut atteindre 5 M€ sur une durée de remboursement allant de 25 à 50 ans. Cette offre de financement s'inscrit dans le cadre du plan « Accompagner la transformation des modes de transports »
 - Financement des infrastructures d'avitaillement GNV/GNC et/ ou GPL : apport plafonné à 20 % des CAPEX des projets de construction et exploitation de stations GNV et limité à la part de fonds propres apportée par l'opérateur.
 - Prêt Relance Verte : le prêt vise à soutenir les acteurs publics porteurs de projets liés aux énergies renouvelables, à la valorisation des déchets. La durée du prêt est adaptative et peut atteindre 50 ans avec un taux correspondant au taux du livret majoré de 0,60%.

3.2 Valeur ajoutée de l'intervention

Des investissements massifs doivent être réalisés par les acteurs privés et publics pour réussir la transition énergétique. Certains projets apportent une contribution essentielle à l'atteinte des objectifs en matière de transition énergétique que s'est fixé la région.

En ce qui concerne les énergies électriques et thermiques renouvelables,

- L'installation et l'extension des réseaux locaux de chaleur et/ou de froid (en particulier ceux utilisant les technologies intelligentes de gestion des réseaux) alimentés par des ENR&R tels que géothermie, thalassothermie, biomasse (dont bois énergie collectif), permettront d'alimenter de nombreux logements et entreprises en chaleur et/ou froid décarboné
- La production de biogaz par méthanisation et stations d'épuration des eaux usées (STEP), favoriseront la décarbonation des réseaux de gaz.
- Les réseaux locaux d'autoconsommation collective d'électricité favoriseront la production locale d'énergies.

En ce qui concerne les transports, la promotion des carburants à faible intensité de carbone dans les transports permettront de baisser les émissions de GES et l'amélioration de la qualité de l'air.

Selon l'évaluation ex post du FEDER et du Fonds de cohésion, les instruments financiers ont le potentiel pour être un moyen plus efficace en matière de financement des investissements

L'analyse de marché a permis d'identifier une carence dans l'offre publique et privée existante pour soutenir la massification des énergies renouvelables en particulier la méthanisation, le solaire thermique, l'autoconsommation collective et les projets d'infrastructures de production, stockage et distribution de carburants alternatifs.

Malgré le fait que les sources de financements se soient multipliées ces dernières années, les besoins en capitaux propres restent élevés. Un fonds EnR qui vise les infrastructures et finance les flottes représente une solution adéquate et nécessaire. De plus, face à la rigidification croissante des mécanismes de soutien aux EnR (méthanisation par exemple), il existe un risque important de rupture de la dynamique des filières à court terme du fait de réduction de l'appétence des investisseurs.

La valeur ajoutée du fonds EnR se situe à un double niveau :

- Compléter l'offre insuffisante de financements en capitaux propres au regard des besoins importants des investisseurs
- Soutenir et stimuler les investissements dans des infrastructures de production d'énergies renouvelables, de stockage et de mobilité propre en Europe qui sont d'importance stratégique pour la transition énergétique

3.3 Stratégie d'investissement

Cible

Le fonds intervient dans le financement d'actifs pérennes. Les financements couvriront les grandes thématiques suivantes : financement d'infrastructures de méthanisation, de solaire thermique, d'autoconsommation collective, production et distribution de carburants alternatifs (hydrogène, BioGnV), usage de carburants alternatifs (conversion des flottes). Plus largement, le fonds doit couvrir les besoins en capitaux propres des établissements publics, collectivités et entreprises locales.

Modalités d'interventions

Détenu entièrement par la Région, le fonds sera dédié à la transition énergétique pour des investissements à long terme. Le développement des actifs d'infrastructures vertes devrait privilégier l'approche partenariale public-privé (co-investissement).

Nous proposons que le fonds soit abondé uniquement par les fonds régionaux. L'abondement FEDER pourra être envisagé dans un 2^{ème} temps, à l'occasion d'une révision du programme incluant une mise à jour de l'évaluation ex ante des outils financiers.

Cette stratégie permettra donc à la région de répondre rapidement aux besoins d'investissement dans la transition énergétique et la mobilité durable.

Niveau d'intervention

Nous proposons des tickets d'investissement compris entre 100 K€-300 K€ en fonction des besoins pour un coût total d'investissement de 1 M€, et 40 projets en moyenne seront financés. Le soutien apporté au moyen de fonds propres ne doit pas dépasser 50 % des coûts totaux.

3.4 Dimensionnement de l'instrument

Si le besoin d'une intervention en fonds propres, abondée par des FESI, est démontrée par l'évaluation ex-ante, un besoin de davantage de quantification des projets est nécessaire avant de dimensionner précisément l'instrument.

Ainsi, il est encore impossible de quantifier besoin en fonds en propres pour les infrastructures d'hydrogène, le nombre d'infrastructures et la répartition entre subventions et fonds propres restant à être précisé au niveau régional.

A ce stade, nous évaluons le besoin total en fonds propres à 2,5 M€² pour 20 stations BioGNV ; 4,5 M€³ pour environ 15 projets de conversion de flottes et 600 k€ pour 250 bornes de recharges rapides. Le montant total des investissements réalisés par le fonds est estimé à 7,6 M€.

Le besoin en fonds propres des projets de méthanisation doit également être davantage quantifié au niveau régional.

3.5 Leçons tirées des précédentes interventions

- Le fonds **OSER** :

Fonds à actionnariat public et privé, dont l'objectif est de faciliter le financement des projets de production d'énergie renouvelable, a permis de financer une trentaine de projets de production d'EnR. Les projets financés portent sur les plusieurs énergies à savoir le solaire photovoltaïque, hydraulique, de méthanisation, éolien.

Etant majoritaire au capital, la Région prend activement part à la gouvernance et s'assure ainsi du respect des objectifs stratégiques et du bon fonctionnement de la société. Le fonds OSER agit donc simultanément sur 2 leviers importants : i) faciliter la réalisation des projets en apportant des solutions de financement aux ETI, collectivités et agriculteurs ; ii) permettre à la région de monter en compétences dans la gestion des projets, la gouvernance et les discussions avec les opérateurs.

² Apport de 10 % en FP sur les coûts d'investissement situé entre 1 M€ et 1,5 M€/projet

³ Apport de 30 % en FP sur un coût total d'investissement d'environ 500 K€/projet

3.6 Résultats attendus

En apportant des fonds propres aux infrastructures de méthanisation, de solaire thermique, d'autoconsommation collective, production et distribution de carburants alternatifs (hydrogène, BioGnV), usage de carburants alternatifs (conversion des flottes), le fonds devrait permettre le développement de projets de production d'EnR et de mobilité durable.

Les indicateurs de réalisation et de résultats sont soumis à l'identification précise du vivier de projet régional en besoin de fonds propres, notamment pour les infrastructures hydrogène et la méthanisation. A ce stade, nous anticipons la possibilité de financer 20 stations BioGNV, 15 projets de conversion de flottes et 250 bornes de recharges rapides.

